

## René BOUCHER (1943-2018)

### Une figure idéale typique d'un homme engagé dans l'éducation populaire et la formation en travail social

Manuel Boucher, Jean Gondonneau

---

#### Texte intégral

Né le 8 décembre 1943 à Rouen (Seine-Maritime), militant de l'éducation populaire, éducateur spécialisé, sociologue de l'éducation, fondateur et directeur de plusieurs écoles de travailleurs sociaux et d'animateurs, fondateur de l'Institut Régional du Travail Social (IRTS) de Haute-Normandie et co-fondateur du Groupement National des IRTS (GNI), René Boucher est une figure historique marquante de la professionnalisation et de la qualification des travailleurs sociaux qu'il a su associer à des « promoteurs d'émancipation ».

#### *Les origines ouvrières*

René Boucher est né dans le quartier populaire « Saint-Clément », sur la rive gauche de Rouen où il a résidé jusqu'à la fin de son adolescence, suivant sa scolarité primaire à l'école laïque Jean Mulot, école d'application de l'école normale d'instituteurs de Seine-Maritime.

Le quartier Saint-Clément est caractérisé, à cette époque, par l'implantation de plusieurs lieux de diffusion idéologique distincts (« La Fraternité » - mouvement protestant de l'Église réformé - et le local des jeunesses communistes jouxtant le presbytère catholique). Cette configuration constituait un espace public propice à des débats contradictoires très animés.

Héritier des valeurs d'une grand-mère militante du parti communiste d'avant la guerre et d'un père ouvrier, couvreur-charpentier, plutôt anarcho-syndicaliste,

René Boucher a été sensibilisé, dès sa jeunesse, à des valeurs de justice sociale et de solidarité.

### *Les années de formation*

Sa mère Louise l'a inscrit, dès l'âge de 6 ans, dans le mouvement scout : aux louveteaux puis aux éclaireurs unionistes, il y restera jusqu'à 18 ans. De ces années de scoutisme, il lui restera, chez ses intimes, le surnom de Caso, diminutif de son nom de totem scout, « Casoar ». Cette expérience du scoutisme a constitué un apprentissage fort de la responsabilité et de l'engagement.

Rue Louis Blanc, il prend soin d'« équilibrer » ses fréquentations en conservant des liens étroits avec ses copains de quartier (on parlerait de « gars de quartier » aujourd'hui) et en investissant, dans la semaine, le terrain d'aventures que constitue « la rue ».

À l'adolescence, étant le plus jeune d'une fratrie de trois garçons et de deux filles (les aînées), il a concrétisé les valeurs transmises et entretenues par ses frères (Milo et Jean) et sœurs (Suzanne et Léone) après le décès de son père, suite à un accident du travail, survenu quand il avait 11 ans. C'est alors qu'il prend des responsabilités au Secours populaire français et qu'il fréquente de façon régulière le mouvement des jeunes communistes.

Comme la plupart des enfants de son milieu, bien qu'étant bon élève, il quitte l'école à quatorze ans pour aller en apprentissage. René Boucher obtiendra un CAP de quincailler. Cette formation lui sera d'ailleurs utile toute sa vie. En effet, bien qu'étant un intellectuel, il était aussi un manuel qui avait besoin de « se confronter aux choses » dirait le sociologue Olivier Schwartz (*Le monde privé des ouvriers*, éd. Puf, 1990). Beaucoup des membres de sa famille et de ses amis ont régulièrement mobilisé ses compétences manuelles : il n'hésitait pas à se transformer en ouvrier polyvalent du bâtiment pour rebâtir de vieilles maisons qui étaient son « terrain de jeu » (en particulier une ancienne ferme en granit du 19<sup>ème</sup> siècle située sur le Mont-Lozère qu'il a reconstruit de ses mains durant des décennies pour en faire une maison de regroupement familial belle et solide).

René Boucher se marie à vingt ans, en avril 1963, avec Denise Héliot qui – elle fera des études en psychologie : elle deviendra psychanalyste. Ils auront deux enfants : Manuel né en 1969 et Marion née en 1973. Denise est la sœur du sociologue Gérard Héliot (1938-1982), c'est lui qui lui fera connaître le mouvement d'éducation populaire Peuple et Culture. Ce mouvement est issu de la Résistance. Il a

été fondé notamment par le sociologue Joffre Dumazedier (1915-2002) et l'historien autodidacte Bénigno Cacérés (1916-1991). Profondément humaniste, Peuple et Culture défend le droit à l'éducation et à la culture pour tous et tout au long de la vie.

En 1958, il s'inscrit au cours du soir pour apprendre la comptabilité et prépare ensuite une capacité en droit. Cependant, ses activités associatives et militantes le maintiennent en contact avec des camarades impliqués dans l'enseignement et l'éducation dont il partage les centres d'intérêts. À la suite d'un stage de formation à la Fédération des œuvres laïques, il s'est décidé à entrer professionnellement dans l'éducation spécialisée, ce qui satisfait pleinement son besoin d'engagement au service des personnes et des groupes stigmatisés et défavorisés.

René Boucher travaille comme éducateur auprès d'« enfants psychotiques » de 1962 à 1963, d'« enfants caractériels » de 1963 à 1964, d'« inadaptés sociaux » de 1964 à 1965. L'année suivante il obtient le diplôme d'éducateur spécialisé puis devient « éducateur de rue » de 1966 à 1969 où il agit auprès de jeunes déshérités, dont les fameux « blousons noirs », dans le quartier de la Croix-de-Pierre à Rouen avec Bernard Emo (1930-2011), une figure historique de l'éducation spécialisée qui a créé un club de prévention : « La Baraque ». Durant cette période, le « travail de rue » était encore expérimental et les méthodes éducatives pratiquées peu conventionnelles mais efficaces.

L'intégration professionnelle de René Boucher dans l'éducation spécialisée reste néanmoins atypique : celle-ci sera toujours en tension avec les valeurs émancipatrices de l'éducation populaire auxquelles il se référait sans cesse. En effet, sa rencontre avec l'éducation populaire lui a permis de réaliser ce qu'il a estimé être une synthèse des voies de « l'émancipation ouvrière » qu'il associait au développement d'une capacité critique, de pratiques solidaires et d'une socialisation politique.

Dans un entretien réalisé par Jean Gondonneau (compagnon de route et ami depuis les débuts de l'aventure de Peuple et Culture en Haute-Normandie) destiné à écrire une notice pour le Dictionnaire biographique des militants de l'éducation populaire, à propos de son itinéraire, René Boucher affirme : « *ma rencontre avec le mouvement Peuple et Culture fut une étape décisive. J'y ai découvert des gens de conditions sociales différentes, de croyances et d'opinions opposées, sans concession dans l'affrontement des points de vue mais le plus souvent respectueux de l'autre. J'y*

*ai également appris à organiser ma pensée par l'« entraînement mental<sup>1</sup>», boussole précieuse pour orienter ma réflexion et mes décisions dans les méandres de mes références contradictoires ».*

Au sein de Peuple et Culture Haute-Normandie, René Boucher participe avec ses camarades militants aux débats pédagogiques et politiques conduits par le Président Gérard Héliot. Il vit alors, dans les années 1970, avec sa femme et ses enfants de façon alternative et collective dans une sorte de « néo-communauté » familiale utopique au sein d'un grand ensemble sur les Hauts-de-Rouen, à La Grand-Mare, quartier perçu à l'époque comme à la pointe du progrès urbanistique. Dans ce contexte sociopolitique de contestation propre à l'époque post-soixante-huit, Peuple et Culture Haute-Normandie se sépare d'avec les dirigeants nationaux en 1971. René Boucher oriente dès lors son activité dans l'espace régional haut-normand mais maintient des liens personnels avec des adhérents parisiens et d'autres régions, en particulier Jean-François Chosson (1928-2001) et Jean-Paul Defrance. Bien des années plus tard, dans les années 1990, René Boucher sera l'artisan de la réconciliation de Peuple et Culture Haute-Normandie avec le réseau national Union Peuple et Culture.

Sa rencontre avec des chercheurs et des intellectuels au sein de Peuple et Culture le motive pour préparer et obtenir le diplôme de l'École Pratique des Hautes Études en Sciences Sociales sous la direction de Maurice Imbert, chargé de recherche au CNRS et Paul-Henri Chombart de Lauwe, directeur d'études à l'EPHE (*Le devenir des jeunes après des études courtes*, 1973) puis le diplôme d'Études Approfondies en Sciences de l'Éducation à l'Université Paris V - René Descartes sous la direction de Jacques Testanière (*La constitution d'un institut du travail social*, 1984). En 1984, dans le cadre de son DEA à l'Université René Descartes, il rédige également un dossier sous la direction de Joffre Dumazedier (*Quelques problèmes de la pédagogie des adultes. Des situations rencontrées chez des éducateurs spécialisés en formation en cours d'emploi*, 1984)

---

<sup>1</sup> Les méthodes dites de « l'Entraînement Mental » sont inscrites dans les valeurs humanistes et émancipatrices de l'éducation populaire. Historiquement, « l'Entraînement Mental », désigne une méthode d'autoformation imaginée dès 1935 par le sociologue Joffre Dumazedier et ses compagnons de la Résistance (*Un peuple, une culture, Manifeste de Peuple et Culture*, 1945) pour favoriser l'accès de tous au savoir.

## *La vie professionnelle*

Dès l'adolescence, René Boucher a donc partagé son temps libre entre les éclaireurs unionistes, les jeunesses communistes et a participé aux actions des organisations humanitaires et pacifistes (appelé à faire son service militaire en 1963, il parvient à se faire réformer temporairement la même année puis, définitivement, en juin 1965). Il s'engage fortement pour la paix en Algérie et l'indépendance du peuple algérien. En 1962, s'inscrivant dans une sorte d'« euphorie révolutionnaire », il part alors travailler en qualité d'éducateur à Alger où il débute sa formation théorique (Centre de formation d'éducateurs de Dely-Ibrahim). Il revient en France en 1964 après le coup d'État de Houari Boumédiène.

En mai 1968, l'attitude des partis politiques et des organisations syndicales le renforce dans sa conviction que la voie de l'émancipation de la classe ouvrière passe par le développement de l'éducation populaire. Son militantisme sera donc essentiellement « associatif ».

Héritier d'une croyance selon laquelle le travail est une valeur en soi et la compétence un instrument de liberté et de négociation, son trajet militant et sa vie professionnelle ont été indissociables, l'implication militante éclairant la construction d'un projet professionnel, véritable projet de vie.

René Boucher a adhéré à la Confédération Général du Travail (CGT) dès son premier emploi, en 1957, lorsqu'il était « fournisseur de machines-outils » et plus tard, en 1966, il a contribué à la création de la CGT « Enfance inadaptée » en Seine-Maritime. Ainsi, c'est fort de cette double expérience, celle du syndicalisme et de l'éducation populaire, qu'il a conçu et mis en œuvre, dans le cadre de Peuple et Culture Haute-Normandie, les premières formations d'éducateurs spécialisés en cours d'emploi débouchant sur le diplôme d'État, en créant, rue d'Elbeuf à Rouen, le Centre de Formation des Éducateurs et animateurs de Haute-Normandie qu'il a dirigé de 1969 à 1975. En 1975, ce centre va fusionner avec l'École départementale de service social et l'École d'éducateurs spécialisés du Centre Régional pour l'Enfance et l'Adolescence Inadaptée (CREAI) Haute-Normandie pour devenir, en 1976, l'Institut Régional de Formation des Travailleurs Sociaux (IRFTS) situé à Canteleu. Le secrétaire d'État à l'action sociale, René Lenoir (connu pour avoir fait adopter la première loi d'orientation en faveur des handicapés de la législation française en 1975), va nommer René Boucher directeur de l'IRFTS, fonction qu'il assumera de 1975 à 1986. En 1986, l'IRFTS devient l'Institut Régional du Travail Social suite à l'arrêté du 22 août 1986 portant création d'instituts régionaux du travail sociales IRTS.

En tant que directeur général de l'IRTS jusqu'en 1992, conscient de l'ambivalence de la fonction du travail social et des travailleurs sociaux eux-mêmes qui oscillent entre une fonction de contrôle social et une fonction émancipatrice, René Boucher souhaite renforcer cette dernière en cherchant à augmenter l'impact des mouvements laïques d'éducation populaire dans le champ de la formation des travailleurs sociaux, ce qu'il fera avec Peuple et Culture et le soutien des Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active (CEMEA).

Parce qu'il pense que le devoir de compétence constitue une « exigence déontologique » et que le travail social et plus largement l'intervention sociale doivent impliquer les personnes accompagnées, René Boucher a adhéré à la stratégie du « travail social global » développée, en particulier par la ministre de la Solidarité Nicole Questiaux, au début des années 1980. En outre, il tisse une relation de confiance et de complicité avec Michel Thierry, ancien directeur de l'action sociale au ministère des Affaires sociales et de la solidarité. Celui-ci souligne qu'il était un précurseur, « *un grand organisateur pédagogique, un as de la combinatoire des unités et éléments de formation au service de la personnalisation des cursus et du partage de mêmes enseignements par les diverses filières professionnelles* ».

Favorable à la professionnalisation du travail social mais luttant contre le corporatisme, René Boucher espère que le cloisonnement du travail social sera dépassé par le partage des connaissances relatives au champ social. C'est ainsi qu'entre 1982 et 1983, il a pris l'initiative de créer au sein même de l'IRFTS un Centre d'Expertises et de Ressources en Réseau pour l'Intervention Sociale (CERIS), un service Multimédia, Communication, Information (MCI), un journal bimestriel au service de l'action sociale : *Tribune Sociale* et un Laboratoire d'Études et de Recherche Sociale (LERS). En créant le LERS, René Boucher a montré qu'il peut exister un espace de recherche scientifique intégré dans l'appareil de formation en travail social et que « l'apprentissage de la recherche par la recherche » au sein de la formation est indispensable à la construction de l'esprit critique des travailleurs sociaux. Dans cette optique, René Boucher soutiendra fortement le développement de la recherche en sciences sociales dans le champ social, en particulier en soutenant la création, en 2006, de l'Association des Chercheurs des Organismes de la Formation et de l'Intervention Sociales (ACOFIS) et, en 2008, du Pôle Ressource Recherche de l'Intervention Sociale de Normandie (P2RIS) fondés par son fils, à cette époque directeur du LERS.

René Boucher a aussi cherché à faire partager son approche du développement collectif des compétences des intervenants sociaux en rassemblant les IRTS. C'est ainsi que le groupement des IRTS (GNI) est né en 1988 : il en a été le secrétaire général de 1988 à 1992. René Boucher a négocié un nouveau statut des IRTS, impliquant les nouvelles missions d'informations et de recherche énoncées par l'arrêté de 1986 et mises en œuvre, depuis 1982, dans l'IRFTS de Haute-Normandie. Par la suite, il a exploré de nouvelles voies de progrès estimant que les acquis des IRTS ne pourraient être optimisés qu'en réduisant les écarts entre la « pensée » et l'« action ».

René Boucher a préconisé la mise en synergie de tous les acteurs individuels et collectifs qui contribuent à la production et à la transmission des compétences et a ainsi conçu « un système ouvert et partenarial de qualification ». C'est dans ce cadre, qu'en 1992, l'IRTS est intégré dans l'Institut du Développement Social (IDS) que René Boucher dirige jusqu'en 1998. Ce projet implique de donner à l'IDS une dimension internationale qu'il institutionnalise en créant l'Institut du Développement Social International puis l'Association du Développement Social Culturel et International (ADSCI) qui gère l'IDS depuis 2011. Dans ce cadre, l'IDS va développer, à partir du milieu des années 1990, de nombreux projets européens d'expérimentation pédagogique. Le premier pays partenaire de l'IDS a été la Roumanie avec le programme européen PHARE pour la protection de l'enfance. Il essaime donc en Roumanie, et après les y avoir préparés, il crée avec ses collègues roumains le Centre Ressources pour les Professions Sociales (CRIPS). Cet organisme deviendra par la suite l'agence du Secrétariat d'État pour la qualification des intervenants sociaux.

Tout en restant fortement lié à l'IDS en tant qu'administrateur militant, René Boucher terminera sa carrière professionnelle en entrant au ministère de la Justice. En effet, depuis longtemps il est préoccupé en constatant que l'ordonnance de 1945 relative à « l'enfance délinquante » qui, à l'origine, privilégie l'éducation sur la répression est de plus en plus souvent remise en cause (durant plusieurs années il a été assesseur auprès du Tribunal pour enfants de Rouen avec son ancien étudiant et ami Yvan Tinel, directeur d'une association rouennaise d'action sociale originale : « Jéricho »). En 1998, il accepte donc la sollicitation de la ministre de la Justice Elisabeth Guigou qui lui confie la direction générale du Centre de Formation et d'Études de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (CFE-PJJ), à un moment où ce centre était mis au défi de recruter et de

former 1000 éducateurs et était placé devant la nécessité de se moderniser. René Boucher va diriger le centre national de formation de la PJJ jusqu'en 2000.

### *Une retraite militante*

À partir de 2001, s'il a cessé son activité salariée, René Boucher n'a pas pour autant stoppé ses activités militantes, bien au contraire. Il continuera à faire vivre l'esprit émancipateur de Peuple et Culture au sein de l'appareil de formation en travail social, d'abord au sein de l'IRTS Haute-Normandie où il assume de multiples responsabilités politiques et institutionnelles. Acteur politique central de l'IDS jusqu'à son décès, en s'appuyant sur les forces vives de salariés, de professionnels et de militants associatifs qui partagent son souci de l'innovation permanente pour la formation (il favorise, par exemple, grâce au service TNSI, le développement de moyens de formation par les nouvelles technologies numériques et l'information), René Boucher tente de construire des contre-feux face aux processus d'affaiblissement de l'État social solidariste. Depuis la mise en œuvre et la radicalisation du processus de « décentralisation » politico-administratif (la régionalisation de la formation en travail social intervient en 2004), cet État est en effet impacté par le développement d'approches d'inspiration néolibérales et de logiques politiciennes locales qui réduisent l'autonomie des centres de formation en travail social. Dans ce nouvel environnement, celui de la « glocalisation », René Boucher construit des alliances et des stratégies difficiles, quelquefois mal comprises ou mal interprétées (notamment par des forces réactionnaires auxquelles il s'est toujours opposé) pour sauver l'essentiel : le maintien et le développement de l'IDS qu'il considère toujours comme un formidable « outil d'émancipation » et de promotion sociale. Pour René Boucher, il est essentiel que le courant d'éducation populaire qu'il incarne continue d'avoir des capacités d'action dans le champ de la formation en travail social. Pour René Boucher, assumer des responsabilités institutionnelles (en 2001, il est administrateur du Syndicat des Employeurs des Organismes Privés de la branche sociale et médico-sociale), politiques, économiques, technologiques et pédagogiques au sein de l'IDS est d'abord une tactique de lutte devant permettre, malgré les pressions politiciennes, financières et opportunistes, de favoriser, notamment grâce à la « pédagogie de l'alternance intégrative », la formation de travailleurs sociaux réflexifs, progressistes et combattifs. René Boucher a pleinement conscience que les logiques gestionnaires et managériales en cours ainsi que l'accroissement de la bureaucratisation du travail social et de la précarisation de l'intervention sociale peuvent conduire les travailleurs sociaux et les intervenants sociaux à devenir des



« opérateurs d'activation » des personnes vulnérables plutôt que des professionnels du lien social et de réels acteurs d'émancipation.

Comme il l'avait toujours fait, en articulant « éthique de conviction » et « éthique de responsabilité », c'est donc pour défendre, voire étendre un courant de pensée émancipateur au sein du champ de la formation en travail social confronté à la marchandisation et à la concurrence, qu'il s'engage au sein de l'Union nationale des acteurs de Formation en intervention sociale (UNAFORIS), la nouvelle association nationale qui regroupe la grande majorité des établissements de formation en travail social. En effet, en tant que vice-président de l'UNAFORIS, il s'implique dans le projet ambitieux de transformer les établissements de formation en travail social en « hautes écoles » ou « écoles supérieures en travail social » articulant formation, recherche et développement international en partenariat avec les universités. Il est aussi le principal rédacteur des nouveaux statuts de cette union dans l'objectif de la rendre plus démocratique. En effet, René Boucher rédige des statuts redonnant des capacités de décision aux membres régionaux et propose la mise en œuvre d'une gouvernance instaurant des contre-pouvoirs.

Jusqu'à son décès survenu prématurément (le 25 mars 2018) suite à une opération chirurgicale cardiaque, René Boucher, qui avait une importante « autorité charismatique » et une force de conviction hors du commun, s'est donc battu avec acharnement pour ses idées dans le champ de la formation en travail social, de l'économie sociale et solidaire et de l'éducation (outre Peuple et Culture, il a été administrateur militant du Comité Régional d'Éducation pour la Santé de Normandie devenue Instance Régionale d'Éducation et de Promotion de la Santé Normandie dirigée par sa fille depuis 2009). Ainsi, la disparition de René Boucher intervient alors qu'il était pleinement engagé dans un nouveau combat. En effet, dans le processus, voulu par la nouvelle Région Normandie, de construction d'un « IRTS normand », résultat de la fusion des IRTS de Rouen et de Caen, René Boucher - quitte à négliger sa santé – combattait, d'un côté pour faire reconnaître les compétences des salariés de l'IRTS-IDS Normandie et garantir leur emploi et de l'autre, pour le maintien au sein de ce prochain établissement d'un courant de pensée émancipateur, voire subversif. Il souhaitait éviter, en effet, que l'horizon de ce futur IRTS ne se limite à un simple « management de gestion ».

En définitive, la croyance en la capacité des hommes à transformer leur condition au moyen du partage et de l'éducation ainsi que la lutte contre toutes les formes de discrimination et d'humiliation ont caractérisé tout au long de sa vie la démarche

de René Boucher, leader et animateur inlassable d'un travail d'équipe. Son engagement pour la qualification des intervenants sociaux et toutes ses initiatives, souvent décisives au sein du champ social, auront été reconnus par des distinctions honorifiques puisqu'il a été fait Chevalier dans l'Ordre des Palmes Académiques en 1990 et Chevalier de l'Ordre National du Mérite en 2001. Cependant, alors que René Boucher considérait qu'« un homme est ce qu'il fait », la reconnaissance à laquelle il aurait été certainement le plus sensible est celle qui lui a été témoignée après sa mort soudaine par de très nombreuses personnes, bien sûr les membres de sa famille, des amis, des compagnons de route, des militants (profondément antistalinien, il entretenait néanmoins une forme de compagnonnage affectif avec le parti communiste) mais aussi des étudiants, des salariés, des personnes qu'il a rencontrées professionnellement, simplement croisées ou même des adversaires institutionnels et politiques. Tous ont salué son intelligence, sa bienveillance, sa générosité, son humanité, sa droiture, sa pugnacité, sa combativité, son goût du débat et ses grandes capacités de travail. René Boucher était surtout un homme plein d'intensité qui ne laissait personne indifférent. Il était un époux, un frère et un oncle attentif, un père et un grand-père protecteur, aimant et exigeant à la fois et un ami fidèle<sup>2</sup>. Il était et restera un visionnaire et un exemple. Il nous manque terriblement.

---

<sup>2</sup> Tout au long de sa vie militante et professionnelle René Boucher a mené de nombreux combats intellectuels en s'appuyant sur le soutien et l'amitié de personnes qui ont compté pour lui parmi lesquelles, sans pouvoir être exhaustif, on peut citer : les Présidents Léon Deslandes et Pierre Mariette ; Jean Coléoni, Gérard Petit, Jean-Paul et Monique Déron, Nelly Thomas, Bernard Emo et Benjamin Emo, Anne-Marie et Alain Cardon, Yvan Tinel, Michèle Tinel, Evelyne Dupont-Lourdel, Rose-Marie et Jacques Keller, Franck et Rose Schmidt, Liliane et Philippe Giustiniani, Abye Tassé, Corinne Duflos, Isabelle Berger, Fatima El Adili, Pierre Lourdel...

---

## Pour citer cet article

### Référence électronique

Manuel Boucher, Jean Gondonneau, "Une figure idéale typique d'un homme engagé dans l'éducation populaire et la formation en travail social", Sciences et actions sociales [en ligne], N°9 | année 2018, mis en ligne le date 3 avril 2018, consulté le {source}{/source}, URL : <http://www.sas-revue.org/n-conception/50-n-9/140-une-figure-ideale-typique-d-un-homme-engage-dans-l-education-populaire-et-la-formation-en-travail-social>

---

## Auteur

### Manuel Boucher

Sociologue, professeur des universités, ancien directeur général de l'IRTS-IDS Normandie.

### Jean Gondonneau

Psychosociologue, président de Peuple et Culture Haute-Normandie et ancien président de l'Union Peuple et Culture.

---

## Droits d'auteur

© Sciences et actions sociales

Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction/Any replication is submitted to the authorization of the editors